



Brésil(s)

Sciences humaines et sociales

7 | 2025

Saison France Brésil 2025

Nordeste – Amazonie : un parcours végétal

Nordeste – Amazônia : um percurso vegetal

Northeast – Amazonia : A Plant Trail

Laure Empereire



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/bresils/20017>

ISSN : 2425-231X

Éditeur

Editions de la maison des sciences de l'homme

Édition imprimée

ISBN : 978-2-7351-2065-9

ISSN : 2257-0543

Référence électronique

Laure Empereire, « Nordeste – Amazonie : un parcours végétal », *Brésil(s)* [En ligne], 7 | 2025, mis en ligne le 24 septembre 2025, consulté le 27 octobre 2025. URL : <http://journals.openedition.org/bresils/20017>

Ce document a été généré automatiquement le 22 octobre 2025.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont susceptibles d'être soumis à des autorisations d'usage spécifiques.

Nordeste – Amazonie : un parcours végétal

Nordeste – Amazônia : um percurso vegetal

Northeast – Amazonia : A Plant Trail

Laure Empereire

Dans le champ de manioc de Valter et Mirlene Monteiro, Santa Isabel do Rio Negro (Amazonas), 5 mars 2015.



Photo : Thayná Ferraz.

- 1 Ce sont divers Brésils, géographiques et socio-culturels, qui affleurent au long des quarante dernières années, du Nordeste à l'Amazonie. Les lieux parcourus ont été des creusets d'apprentissage sur les liens sociétés-environnement et, également, d'une réflexion, toujours présente, sur le sens à donner à des recherches qui font se côtoyer des univers culturels distants, celui des populations locales et celui d'une chercheure, botaniste de formation, qui part de la plante pour tenter de comprendre sa place dans une société donnée. Et qui, de plus, est issue d'un autre contexte socio-culturel et politique. Le début des recherches se situe dans le cadre du cursus universitaire de phytogéographie tropicale à Paris VI en 1978, sous la direction du professeur Raymond Schnell, éminent phyto-géographe. C'est au sein d'une équipe franco-brésilienne pluridisciplinaire dont le programme, dirigé par Niède Guidon¹, s'intitulait « *L'Homme au Sud-Est du Piauí*, de la préhistoire à nos jours : l'interaction homme-milieu » que j'ai poursuivi ce cursus jusqu'en 1986. Dans ce cadre, et avec des co-financements français et brésiliens (CNPq), j'étais chargée du volet ethnobotanique soit du recensement des usages des plantes, thématique qui s'est étendue par la suite à la compréhension du paysage végétal et de ses interfaces avec les activités humaines.
- 2 Il ne s'agissait pas d'un premier contact. Le pays et la langue brésilienne ne m'étaient pas inconnus, mais la richesse culturelle du monde rural nordestin me l'était. L'apprentissage sur les plantes, leurs noms, leurs usages, leurs histoires... s'est poursuivi avec un enthousiasme teinté d'une inexpérience sur la pratique de l'ethnobotanique *in situ* et d'une certaine inconscience quant aux enjeux d'une recherche sur les savoirs locaux. On n'était cependant pas si loin des premières prises de position quant aux droits intellectuels des populations traditionnelles sur leurs savoirs et pratiques : le premier congrès d'ethnobiologie organisé par l'anthropologue et biologiste Darrell Posey a été réalisé à Belém en 1988 et a donné lieu à la déclaration éponyme. Celle-ci reconnaissait le rôle des populations autochtones dans la conservation des ressources génétiques et leur droit à être consultées avant toute recherche. Mais la formation universitaire parisienne en biologie végétale² demeurait distante de ces préoccupations. 1988 est aussi l'année de la promulgation de la Constitution brésilienne, avec pour avancées majeures en lien avec mon domaine de recherches la reconnaissance de la diversité culturelle du pays, la mise en place d'instances participatives et la formulation de nouvelles conceptions sur le patrimoine immatériel.
- 3 Cette première phase a permis un apprentissage d'un autre ordre, celui de la coopération bilatérale. Rattachée à l'Université fédérale du Piauí (UFPI) pendant trois ans, j'ai pu travailler avec des étudiant-e-s de l'UFPI sur le terrain. Une étroite collaboration s'est aussi mise en place en sciences humaines avec Florence Pinton, jeune sociologue de ma génération. Les enquêtes réalisées s'accompagnaient d'inventaires des espèces utiles et de relevés de la flore des différents types de *caatinga* présents dans la région de São Raimundo Nonato, ce qui demandait la constitution d'herbiers pour identification. Plusieurs centaines d'échantillons d'herbier furent collectés et mis sous presse. Trois collections destinées aux institutions brésiliennes (herbiers du Jardin botanique de Rio de Janeiro, de l'UFPI) et française (herbier du Museum national d'histoire naturelle – MNHN de Paris) ont été constituées. Cet inventaire floristique soulignait la richesse d'une région mal connue sur le plan botanique alors qu'une unité de conservation intégrale, le Parc national de la Serra da Capivara, avait été créée en 1979. Les données naturalistes issues des travaux en

botanique, zoologie, ornithologie, géomorphologie... de l'équipe pluridisciplinaire de la Fundham (Fondation Musée de l'homme américain) contribuèrent à l'établissement de son plan de gestion et à son inscription en 1991 sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco. De manière concomitante, de nouvelles politiques environnementales se précisaient au Brésil en vue de Rio-92 dont l'un des objectifs était l'adoption de la Convention sur la diversité biologique. C'est donc autour du binôme plantes-sociétés mais avec en toile de fond les politiques environnementales que mon champ de recherches s'est ébauché.

- 4 Entrée en 1988 à l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (aujourd'hui IRD, Institut de recherche pour le développement), sur un profil de développement de l'agroforesterie, je devais, comme tout jeune chercheur, être affectée à un projet de recherche hors du territoire métropolitain. Il s'est agi d'abord de quelques mois passés dans le nord du Pérou en appui à un programme d'archéologie, mais la situation politique du pays était trop tendue pour y rester en affectation. Puis, il s'est agi de Tahiti, pour travailler sur une plante exotique envahissante, *Miconia calvenscens*. Mais c'est une demande de Jean-Paul Lescure, botaniste de l'IRD affecté à l'Institut national de recherches de l'Amazonie (INPA), qui a été à l'origine de ma trajectoire amazonienne. Et le Brésil, dans le contexte de Rio-92, rayonnait d'une énergie accueillante et constructive pour de jeunes chercheurs étrangers. De plus, la capillarité recherche-politiques publiques représentait un atout pour le type de recherches que je souhaitais développer.
- 5 Le premier programme, mené en partenariat avec l'INPA de 1990 à 1993, interrogeait les conditions écologiques et sociales de l'exploitation des produits forestiers non ligneux à des fins commerciales, soit de l'extractivisme³, activité incrustée dans l'histoire de la colonisation. Il avait pour principal lieu de recherche, la région du Rio Negro. Les enquêtes et relevés soulignèrent, pour la majorité des produits obtenus, latex, gommés, résines, fibres de palmiers, fruits divers le faible impact écologique des pratiques d'exploitation. Mais un système de dette sans cesse renouvelée maintenait les collecteurs sous la totale dépendance des patrons qui contrôlaient aussi l'approvisionnement des collecteurs en forêt, en particulier de la *farinha*, base de l'alimentation et clé du fonctionnement de l'extractivisme. Le champ de recherches s'est alors déplacé vers l'agriculture traditionnelle, sa principale plante cultivée, le manioc et la diversité variétale qui y était associée. Les questions concernaient l'inventaire de cette diversité, les conditions écologiques et socio-culturelles de sa production, son rôle etc. Cette approche, qui s'est poursuivie et affinée jusqu'en 2019, a donc commencé avec les parents ou même les grands-parents de l'actuelle génération. En parallèle, avec un financement du Bureau des ressources génétiques, des recherches comparatives étaient menées au Guyana par Marianne Elias, alors doctorante en génétique, et en Guyane française par Marie Fleury du MNHN, donnant ainsi une dimension régionale à la gestion du manioc dans une pluralité de contextes amérindiens.
- 6 Ce parcours scientifique a pris une nouvelle inflexion en 1991, avec la proposition de Mauro Almeida (Université de l'État de São Paulo à Campinas – Unicamp) et de Manuela Carneiro da Cunha (Université de São Paulo – USP / Université de Chicago), de participer au projet « *Can traditional forest-dwellers self-manage conservation areas? A probing in the Juruá Extractive Reserve, Acre, Brazil* ». Celui-ci visait à mettre en évidence la durabilité des formes locales de gestion de l'environnement et à consolider ainsi les

droits territoriaux des *seringueiros* (les saigneurs d'hévéas qui vivent de cette ressource forestière et d'une agriculture vivrière) du haut Juruá dans l'Acre sur leur territoire qui venait d'être reconnu, deux ans après l'assassinat de Chico Mendes, comme la première Réserve extractiviste (RESEX) du Brésil⁴. La recherche, menée de 1991 à 1996, associait chercheur-e-s, étudiant-e-s en sciences humaines et naturalistes et *seringueiros* et membres des peuples Kashinawa, Ashaninka et Yawanawa. Ce caractère collaboratif était alors pionnier dans la recherche. J'ai développé deux approches dans ce projet : l'une sur les pratiques et savoirs sur l'exploitation des hévéas, montrant la dimension individuelle des rapports entre arbres et *seringueiros* ; l'autre sur les savoirs botaniques des *seringueiros* et la diversité des ordonnancements du végétal. Je me suis alors inspirée de l'école française d'ethnobotanique, en particulier des travaux de Claudine Friedberg (1990), peu diffusés dans une Amérique latine qui se reconnaissait davantage dans les approches de Brent Berlin (1992). Les résultats des travaux de l'équipe furent publiés en 2002, dans *Enciclopédia da floresta*. Il atteste du caractère véritablement encyclopédique des savoirs locaux, bien au-delà de la seule perspective utilitariste, souvent unique entrée dans nombre de travaux d'ethnobotanique. Le caractère collaboratif des recherches, le lien avec la question territoriale, l'articulation de la recherche avec les associations locales ont été un jalon important de cette trajectoire. Je demeure extrêmement reconnaissante aux deux responsables du projet d'avoir généreusement partagé leur démarche.

- 7 Un premier projet sur la construction socio-écologique de la diversité des plantes à tubercules dans le contexte amérindien du Rio Negro a été monté en 1997, en partenariat avec l'Instituto Socioambiental (ISA). Cette OSCIP (Organisation de la société civile d'intérêt public), acteur de longue date dans le Rio Negro, y a accompagné la structuration du mouvement indigène. Le partenariat avec les juristes de l'ISA, en particulier Juliana Santilli et Fernando Mathias, m'a permis d'approfondir les cadres légaux et éthiques de la recherche, ceci à une période qui voyait le thème de la biopiraterie s'embraser. La place de l'ethnobotanique entendue dans son sens traditionnel faisait l'objet de positions délicates, principalement dans le contexte de la coopération alors que la législation afférant à ce type de recherche était encore en discussion. Ce n'est qu'en 2001, avec l'édiction de l'ordonnance n° 2186-16, un instrument transitoire, et la mise en place du Conseil de gestion du patrimoine génétique (CGEN), que les recherches sur les connaissances traditionnelles associées à la diversité biologique ont pu s'ancrer dans un cadre légal stabilisé qui établissait les modalités d'obtention d'un terme d'accord préalable (TAP) auprès des populations concernées. Par la suite, j'ai pu participer aux réunions du CGEN à propos du rôle des populations locales dans l'existence de l'immense palette de plantes cultivées dans les agricultures traditionnelles brésiliennes.
- 8 Entre 2000 et 2004, j'ai réorienté mes travaux sur un thème, important mais politiquement neutre, à l'interface santé-environnement, celui des indicateurs écologiques de la transmission de la maladie de Chagas. Le projet était coordonné du côté brésilien par Ana Maria Jansen, proto-zoologue de la Fiocruz de Rio de Janeiro et, de mon côté, j'étais en accueil au tout jeune Centre de développement durable (CDS) de l'Université de Brasília (UnB). J'y ai travaillé avec Cristina Romaña détachée à l'IRD. L'interdisciplinarité avec des médecins épidémiologistes, zoologues, anthropologue de la santé, construite autour du projet était nouvelle et passionnante et mobilisait des échelles et des pratiques de recherches que je découvrais. Ce fut aussi l'occasion d'un retour dans le Nordeste, au Piauí et à Bahia, afin d'identifier les niches écologiques et

anthropiques du *barbeiro*, insecte vecteur de la maladie. Si cette phase fut extrêmement riche de nouvelles relations professionnelles et amicales, mon approche botanique demeurait très ancrée dans une phytoécologie qui ne laissait guère de place aux échanges avec les habitants.

- 9 En 2005, un nouveau projet de coopération bilatérale a été monté en partenariat avec l'Unicamp, avec Mauro Almeida et moi comme co-coordonateurs : « Populations, agrobiodiversité et connaissances traditionnelles associées (Pacta) ». À l'interface des sciences biologiques et humaines, l'approche a porté sur le fonctionnement du complexe formé par l'agro-biodiversité, l'alimentation, la culture matérielle et les systèmes de normes et concepts locaux qui orientent son fonctionnement. Il a fédéré une vingtaine de chercheurs et étudiants, chacun développant une approche spécifique selon son terrain et ses préoccupations. Pour ma part, et en collaboration avec d'autres chercheurs brésiliens, mes travaux ont été centrés sur le Juruá et le Rio Negro. Ses résultats ont été scientifiques mais ils ont aussi interrogé le processus d'obtention du TAP, la manière de faire de la recherche. Les échanges avec les associations amérindiennes, en particulier celle du Moyen Rio Negro (ACIMRN) furent nombreux et de confiance. Cette articulation s'est ouverte sur la reconnaissance, en 2010, par l'Institut du patrimoine historique et artistique national (Iphan), du Système agricole traditionnel du Rio Negro en tant que patrimoine national, à la suite d'une demande formulée par les associations du Rio Negro. L'établissement du dossier a été à la charge des chercheurs du Pacta et publié par l'Iphan en 2019, année de la dernière des trois phases de cette recherche. Cette reconnaissance patrimoniale, la première pour une agriculture traditionnelle au Brésil, fut une avancée collective. Elle soulignait l'immense variété de formes de produire en lien avec la diversité des groupes culturels traditionnels, peuples amérindiens, *quilombolas*... dont les systèmes agricoles se différencient non seulement par des savoirs et des pratiques, binôme largement employé dans les instances nationales ou internationales, mais aussi par les normes et valeurs qui y sont mobilisées.
- 10 L'articulation entre recherche, politiques publiques et populations locales s'est aussi concrétisée avec une participation, en 2014, au montage du dossier d'identification et de délimitation de la Terre indigène Jurubaxi-Téa, toujours dans le Moyen Rio Negro. Le dossier relevait de la responsabilité de Lúcia van Velthem et j'étais chargée de sa composante « caractérisation environnementale » avec ses volets ethno-environnemental, unités de paysage et durabilité des pratiques. La reconnaissance de cette Terre fut actée en novembre 2017.
- 11 Il demeure difficile d'établir une trajectoire chronologique vu l'imbrication des activités, et encore plus de citer toutes les contributions scientifiques, institutionnelles et amicales, du côté brésilien comme français, qui ont permis la réalisation de travaux.
- 12 Si j'entends par actuelle la période qui fait suite à mon dernier long séjour au Brésil, elle commence donc au milieu de l'année 2016. Les activités continuent à être diversifiées et riches d'échanges. Elles ne sont plus liées à mes anciens terrains, mais à l'expérience acquise qui permettra prochainement de développer une recherche avec l'UFPI sur les dynamiques des agricultures traditionnelles en Amazonie orientale. De nouveaux thèmes ont aussi émergé, comme celui du droit et du patrimoine bio-culturel, ou celui des collections, qu'elles soient muséales ou en champ. Le projet Colam, dirigé par Pascale de Robert, a permis la venue en France de deux de nos partenaires amérindiens du Rio Negro et d'aborder ainsi sous un autre angle la réflexion sur la

recherche collaborative. Ne plus faire de terrain ni administrer des déplacements, cela a aussi l'avantage de libérer du temps pour explorer des thèmes enfouis dans les cahiers de notes, comme celui des normes et valeurs associés à l'existence d'une agrobiodiversité singulière. C'est aussi la possibilité et le grand plaisir d'accueillir des chercheur-e-s et étudiant-e-s brésilien-ne-s au sein de notre unité de recherche et de participer, le plus souvent à distance, à leurs activités et publications (Cabral de Oliveira *et al.* 2024), ou encore aux jurys de leurs étudiants. C'est aussi l'opportunité de participer à la remarquable, et colossale, synthèse en 17 volumes de Manuela Carneiro da Cunha, Sônia Barbosa Magalhães et Cristina Adams sur les contributions des peuples amérindiens, *quilombolas* et des communautés traditionnelles à la biodiversité au Brésil, avec la coordination du volume 7 : *Produire, prendre soin et conserver la diversité biologique* (Emperaire *et al.* 2021). C'est aussi, le plus souvent à distance, une participation aux activités académiques du Musée Emílio Goeldi, aux échanges avec l'Embrapa (Entreprise brésilienne de recherche en agriculture et élevage)... De manière tout à fait récente, en 2024-2025, la recherche sur les agricultures traditionnelles est aussi sollicitée en urgence pour répondre à un enjeu crucial, celui des ravages causés par une nouvelle maladie du manioc qui s'étend dans le nord de l'Amazonie et réduit à néant la production de tubercules. Sans qu'un lien direct de la maladie avec le changement climatique ne soit établi, mais néanmoins dans un contexte de changement global, il est à chaque fois plus urgent que les liens entre chercheurs et populations soient renforcés.

- 13 Un dernier élément pour clore, qu'il s'agisse de plantes, de sociétés ou de leurs espaces de vie, l'enjeu de mes recherches est de contribuer à faire reconnaître la diversité de leurs agencements. J'emprunte pour cela quelques éléments de conclusion de l'ouvrage de Mauro Almeida (2021, 310) d'un côté « un consensus scientifique », de l'autre « la multiplicité de mondes irréductibles entre eux ».
- 14 Il s'agit aujourd'hui de fournir des évidences scientifiques susceptibles d'intervenir en appui à une reconnaissance publique de cette pluralité de modes d'existence. Mauro Almeida mentionne un état de guerre qui vise à l'anéantissement des porteurs, des modes d'existence, d'objets révélateurs de ces ontologies autres. L'exemple le plus classique est celui de l'entreprise missionnaire, mais de manière actuelle et dans le champ qui m'occupe on peut citer des politiques agricoles qui ignorent d'autres perspectives que la leur. L'ethnobotanique que je pratique m'a permis de circuler entre un monde globalisé et des mondes locaux. Le premier abrite, et malmène, ces mondes divers. Comment empêcher la continuité de cet affrontement ?

BIBLIOGRAPHIE

Almeida, Mauro. 2021. *Caipora et autres conflits ontologiques*. São Paulo: Ubu Editora.

Berlin, Brent. 1992. *Ethnobiological Classification. Principles of Categorization of Plants and Animals in Traditional Societies*. New Jersey: Princeton University Press.

Brousse, Carole. 2015. « L'ethnobotanique au carrefour du Muséum national d'histoire naturelle et du Musée ethnologique de Salagon (Alpes-de-Haute-Provence). » *Revue d'ethnoécologie* 7. DOI : <https://doi.org/10.4000/ethnoecologie.2157>.

Amoroso, Marta et al., dir. 2020. *Vozes vegetais, diversidade, resistências e histórias da floresta*. São Paulo & Marseille: UBU Editora & Éditions de l'IRD.

Carneiro da Cunha, Manuela & Mauro Barbosa de Almeida. 2002. *Enciclopédia da Floresta, o Alto Juruá: práticas e conhecimentos das populações*. São Paulo: Companhia das Letras.

Emperaire, Laure et al. 2021. *Povos tradicionais e biodiversidade no Brasil: contribuições dos povos indígenas, quilombolas e comunidades tradicionais para a biodiversidade, políticas e ameaças*. Seção 7. *Gerar, cuidar e manter a diversidade biológica*, coord. Manuela Carneiro da Cunha, Sônia Barbosa Magalhães & Cristina Adams. São Paulo: SBPC. Disponible sur : <http://portal.sbpnet.org.br/livro/povostradicionais7.pdf> (consulté le 27 juin 2025).

Emperaire, Laure. 2021. « Essai cartographique de la production bibliographique en ethnobotanique au Brésil. » *Revue d'ethnoécologie* 20. Disponible sur : <http://journals.openedition.org/ethnoecologie/8102> (consulté le 1^{er} mai 2025).

Friedberg, Claudine. 1990. *Le savoir botanique des Bunaq de Timor*. Paris : Muséum National d'Histoire Naturelle.

Ribeiro, Berta, dir. 1986. *Suma Etnológica Brasileira. vol.1 – Etnobiologia*. Petrópolis: Ed. Vozes/FINEP.

NOTES

1. Niède Guidon, archéologue, est décédée depuis l'écriture de ce texte. Je souhaite saluer ici sa mémoire et l'œuvre immense qu'elle a accomplie dans un dialogue constant entre science, société et environnement.

2. Dans les années 1970-1980, l'ethnobotanique en France était principalement portée par André-Georges Haudricourt, Jacques Barrau, et Claudine Friedberg et son équipe Appropriation et socialisation de la nature (APSONAT) qui l'inscrivait principalement dans le champ de l'anthropologie (Brousse 2015). En parallèle, plusieurs jeunes chercheurs comme Marie Fleury, Bernard Roussel, moi et d'autres développèrent leurs recherches dans une perspective davantage naturaliste. À la même période, au Brésil, les contours de l'ethnobiologie s'affirmaient avec l'édition par l'anthropologue Berta Ribeiro (1986) du volume *Etnobiologia* de la *Suma Etnológica Brasileira*, avec les textes de référence de Sauer, Lévi-Strauss, Kern, Clement, etc. À partir des années 2000, deux courants s'y dessinent au Brésil, l'un qui s'affirme en tant qu'ethnobotanique plutôt ancré dans des disciplines naturalistes et en pharmacologie, l'autre qui se rattache à l'anthropologie de la nature (Emperaire 2021).

3. Une version actualisée de l'exploitation durable des ressources forestières se retrouve aujourd'hui sous l'expression de bio-économie forestière.

4. Les RESEX sont des unités de conservation d'usage durable, et non de protection intégrale, dont l'usage est concédé aux populations locales.

AUTEUR

LAURE EMPERAIRE

 **IDREF** : <https://idref.fr/026850990>

 **ORCID** : <https://orcid.org/0000-0002-2368-0964>

 **VIAF** : <http://viaf.org/viaf/39376552>

 **ISNI** : <https://isni.org/isni/0000000022974560>

 **BnF** : <http://data.bnf.fr/ark:/12148/cb11901741m>

Laure Emperaire est directrice de recherche (DR1) émérite à l’Institut de recherche pour le développement (IRD), membre du laboratoire Patrimoines locaux, environnement et globalisation (PALOC – UMR 208).